L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

VENDREDI, 23 MARS 1888.

PETITES ANNONCES.

A. E. Philips, notaire, 5 Comi. Place, reçoit prêter sur hypothèque de $50 à $500, 000. 29 déc—6m

DEMANDES.

On demande un photographe compétent à Laredo, comté de Webb, Texas. S'adresser en donnant des références et les appointements qu'on désire à H. A. Sauvignac, Laredo, Texas. 2 mars—7f

On demande immédiatement un bon Fe. EUREISTE pour une petite place de commerce. Emploi à l'année, $.0 par mois. Répondre de suite au Centrale Nursery, 99 Market St., Memphis, Ten. 16 mars—1 sem.

A LOUER.

A LOUER—La maison No 97 1/2, rue du Quartier, entre Bourbon et Dauphine. S'adresser No 94 rue de l'Esplana e.

A VENDRE.

A VENDRE, pour cause de départ, une épicerie et bar faisant de bonnes affaires dans le second district. S'adresser E. B., bureau de l'Abeille. 16mars—7j

A VENDRE—Grande de cotton seed huile delivrée sur voie de garage de che mins de fer.)

E. COURRIBET,
Encalgnure Magnolia et Josephine.
4 mars—1m

ANNONCES POLITIQUES.

TICKET RÉPUBLICAIN.

GOUVERNEUR,
H. C. WARMOTH,
de Orléans.

LIEUTENANT GOUVERNEUR,
ANICET HERO, Jr.,
d'Orléans.

SECRÉTAIRE D'ÉTAT
JOHN F. PATTY,
de Ouachita.

TRÉSORIER,
B. F. FLANDERS,
de Lafayette.

AVOCAT GÉNÉRAL,
ROBERT H. SNEED,
de Ouachita.

AUDITEUR,
JAMES FORSYTHE,
de Catahoula.

Election 17 avril 1888.

Attendu que le parti républicain s'est voué à l'éducation de tous le peuple et estien faveur de toutes les législatives qui pourront être faite pour toutes les législatives qui pourront être faite pour placer l'instruction sur une base solide dans l'Etat de la Louisiane ;

Attendu que la place de surintendant de l'instruction publique n'a pas de caractère politique ;

Attendu que dans la personne de Joseph A. Breaux, de la paroisse Iberie, nous reconnaissons un ami dévoué des intérêts de l'éducation en Louisiane, un républicain sincère à vues larges et libérales dont l'honnêteté, l'integrité et la haute compétence ne sont contestées par personne, et dont l'élection assurera à l'école publique l'extirpation de l'ignorance dans toutes les classes en dehors des questions de race, de couleur ou de servitude antérieure,

Il soit que nous engagerons les électeurs républicains de cet Etat à accorder leurs suffrages à l'Hon. Joseph A. Breaux pour la place de surintendant de l'instruction publique.

PLATEFORME.

Nous, les représentants du parti républicain en Louisiane, réunis en Convention, déclarons que les résolutions suivantes sont l'énoncé des principes cardinaux du parti républicain de cet Etat.

Nous attestons notre dévouement aux doctrines essentielles et caractères par le temps du républicainisme telles qu'elles sont énoncées dans la plateforme nationale du parti républicain Convention de Chicago, en juillet 1884, persuadé que l'exécution impartiale et la mise en vigueur de cette plateforme assurera efficacement la maintien de nos institutions libres et libérales et du gouvernement populaire.

Nous condamnons les tendances au commerce libre des Etats-Unis du Président Cleveland et l'organisation de la Chambre des Représentants à Washington qui a nommé pour Speaker un champion du libre échange lequel a composé le comité des voies et moyens de manière à mettre en péril toutes les industries protégées aujourd'hui notamment celles de la canne à sucre et du riz. Nous voyons avec étonnement nos représentants au Congrès voter pour l'organisation que nous condamnons.

Nous n'avons pas vu avec moins de surprise

LA DERNIÈRE CONVENTION DÉMOCRATIQUE

à Baton Rouge ignorer entièrement la question de protection pour nos industries, et, par sa cordiale adhésion au Président Cleveland, donner la preuve manifeste de sa sympathie pour les tendances pernicieuses de son administration, si dangereuse pour la prospérité de notre Etat bien aimé et les nôtres.

Croyant qu'il est du devoir du gouvernement national et du gouvernement de l'Etat de favoriser et de protéger les intérêts agricoles et manufacturiers ainsi que ces industries de l'Etat, nous jurons sans cesse à faire tous nos efforts pour maintenir une législation qui sauvegarde le principe ternir une législation qui sauvegarde le principe américain de la protection pour toutes nos industries, en dehors de toute considération de temps, de parti ou de personnes, et qui donne à tout travail et au capital leurs droits et leurs privilèges et les protège contre la concurrence et l'intervention étrangère.

Nous désapprouvons comme un complète contradiction avec l'esprit et l'essence des constitutions et quelque chose de semblable à l'institution des Etats Unis les mesures de proscriptions adoptées par le gouvernement d'Etat dans les affaires politiques dans le but de priver de leur droit de suffrage en vigueur en vigueur et dans le but avéré de priver de leurs droits de libres citoyens américains.

Nous nous portons comme garants de l'adoption par le parti républicain d'une administration économiquer nous condamnons le système de taxation progressive et nous déclarons que le parti démocratique entasse en vertu duquel le parti démocratique entasse en outre un déficit en faisant voter par le corps législatif des allocations injustifiées, hors de toute proportion avec les revenus de l'Etat.

Nous approuvons et acceptons le reglement de la Dette d'Etat, tel qu'il a été revu par la Constitution de l'Etat et déclarons que le taxe qui provenant de la taxe levée pour le paiement de l'intérêt annuel de la dette sera $5, laquelle taxe annuelle appliquée au but pour lequel il a été imposé et que la somme qui dépassera le montant requis, sera mise de côté et servira de fonds d'amortissement et pour le rachat des bons d'Etat.

Nous insistons sur le maintien et la protection de nos levées publiques dans toute l'étendue de leur parcours et nous engageons à consacrer rantent des fonds publics qu'il sera necessaire pour atteindre ce résultat de telle sorte que notre population soit toujours protégée contre les inondations du Mississipi et de ses tributaires.

Nous approuvons la loi du Congrès qui alloue la somme de $15 000 pour l'encouragement, pour l'enseignement des Stations d'agriculture dans notre Etat. Nous recommandons à notre législature d'user de l'influence qu'elle possède pour amender la loi, afin de faire disparaître les inégalités dont elle est entachée et d'y ajouter la somme nécessaire pour atteindre le but requis, de façon à nous assurer les meilleures méthodes de culture de nos différents produits.

Nous applaudissons à l'engagement pris et réalisé dernièrement et les efforts faits par le parti républicain, pour l'éducation populaire sur une base solide et durable, et nous requerons vivement nos représentants au Congrès de ne rien épargner pour obtenir l'adoption du Bill d'instruction de Blair.

Nous appelons de grand cœur l'immigration dans notre Etat, mais nous condamnons l'importation des travailleurs liés par un contrat, ce qui tend à abaisser les salaires des nôtres et à priver ces derniers d'un emploi qu'ils occupent autrement.

Nous condamnons l'usage du labeur des "convicts" en dehors des travaux publics, et nous demandons qu'on ne le mette pas en concurrence avec le travail libre.

Le parti républicain est le parti des travailleurs et cherche, avant tout, à protéger le labeur de cet dernière contre la concurrence dirigée par des tendances dangereuses des ouvriers européens engagés à travail et au rabais. Pour arriver à ce but, nous voulons qu'on leve des droits sur toute importation qui nuit à un travail américain et qu'on leve toujours une ample compensation.

Nous déplorons les grèves comme funestes et trop souvent désastreuses, nous reconnaissons l'arbitrage comme le moyen de conciliation qui doit être employé chez toute nation civilisée pour ajuster les différends entre les patrons et les ouvriers.

Nous invitons à nos conciteyens de la Louisiane, sans aucl acteur de parti, à coopérer avec nous au maintien des intérêts sacrés de l'Etat avec lequel nous sommes complètement identifiés et qui ne saurait être en pouvoir du parti républicain, assurée dès mois d'avance, nous assurons à tout homme qui res, cete et observe la loi, à toute individualité qui contribue à la prospérité de la Louisiane le juste encouragement que toute communauté s'honore de donner et qui lui assure la paix et le progrès.

16 mars—1 mois

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de J. J. Fernandez.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 13 507—Division B.

—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final et tableau de distribution présentés par Geo. J. Fernandez, administrateur de cette succession, ne devraient pas approuvés et homologuées et les fonds distribués conformément aux dits compte et tableau.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
17mars—17.22, 25. Greffier.

Succession de Claude V. Audry.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 21 608—Division D.—Acte est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes ayant droit à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final présenté par H. Albert Audry, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à qui dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN,
17 mars—17.22,25 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Joseph K. Connors vs ses créanciers.—No 22,585—Division D.—Il sera procédé en Cour—Qu'une assemblée des créanciers du pétitionnaire Joseph E. Connors soit convoquée et tenue devant Jules St. John Esq., Liquidateur, à son bureau No 58 rue Royale, à la Nouvelle-Orléans, à une heure de relevée, le SAMEDI, 24ème jour d'avril 1888, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et déterminer sur l'application du pétitionnaire et de donner ses instructions au dit liquidateur pour un règlement, et au attendant, que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que P. B. Thomas Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents à cette assemblée.

Nouvelle-Orléans, 19 mars 1888.

Signé : M. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
20mars—2t ap 29avril

Succession de Sarah J. Goodrich.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 23 550—Division A. Attendu que Gabriel Villere, administrateur public de cette succession a présenté sa petition à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Sarah J. Goodrich, décédée intestat ; ainsi que le procès-verbal de tenue de famille par lequel il a été nommé à tout autre qui peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la cour.

W. J. MCGEEHAN,
22 mars—22 27 31 Greffier

Succession de Claude V. Audry.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 21 608—Division D.—Acte est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes ayant droit à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pourlesquelles le compte final présenté par H. Albert Audry, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément à qui dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN,
17 mars—17.22,25 Greffier.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Joseph K. Connors vs ses créanciers.—No 22,585—Division D.—Il sera procédé en Cour—Qu'une assemblée des créanciers du pétitionnaire Joseph E. Connors soit convoquée et tenue devant Jules St. John Esq., Liquidateur, à son bureau No 58 rue Royale, à la Nouvelle-Orléans, à une heure de relevée, le SAMEDI, 24ème jour d'avril 1888, à 11 heures A. M., dans le but de considérer et déterminer sur l'application du pétitionnaire et de donner ses instructions au dit liquidateur pour un règlement, et au attendant, que toutes procédures judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que P. B. Thomas Esq. avocat, soit nommé pour représenter les créanciers absents à cette assemblée.

Nouvelle-Orléans, 19 mars 1888.

Signé : M. H. RIGHTOR, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.
20mars—2t ap 29avril

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS D'UN DEMI-MILLION DISTRIBUE.

L. S. L. A.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature en 1868, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public

La cession de la Compagnie a été ratifiée, par un vote populaire énorme, et reconnue par la présente Constitution de l'Etat adoptée le 2 décembre 1879.

Le Grand Tirages à Numéros Simples auront lieu tous les mois, et aussi Grands Tirages Trimestriels qui lieu en Mars, Juin, Septembre et Décembre.

Nous donnons par les présentes, que nous présidons à tous les tirages, ensuite et soumettons à la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui, nous en donnons l'assurance, ont lieu avec la plus grande honnêteté, a plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-similé de nos signatures.

COMMISSAIRES.

Grand Tirage à Numéros Simple,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 10 AVRIL 1888.

$150,000

GROS LOT:

AVIS.—Billets $10 seulement

DEMI-BILLET $5, CINQUIEME DE BILLET $2, DIXIEME DE BILLET $1.

LISTE DES LOTS :

1 Gros lot de	$150,000..	$150,000
1	50,000..	50,000
1	20,000..	20,000
1	10,000..	10,000
4	5,000..	20,000
20 Lots de	1,000..	20,000
50 Lots de	500..	25,000
100 Lots de	300..	30,000
200 Lots de	200..	40,000
500 Lots de	100..	50,000

LOTS D'APPROXIMATION :

100 Lots d'approximation..	$300..	$30,000
100	200..	20,000
100	100..	10,000
3,179 Lots s'levant à	50..	50,000
	.....	$535,000

Pour les CLUBS ou toute autre information s'adresser au soussigné. Votre écriture devra être distincte et la signature lisible. On s'assurera un service plus rapide de la Poste en envoyant une enveloppe portant votre adresse en plein.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, ou chnge de New York, dans des lettres ordinaires. Monnaie courante par l'Express (à nos frais). Adresser à

M. A. DAUPHIN,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Adresser vos lettres enregistrées à

la New Orleans National Bank,
New Orleans, La.

RAPPELEZ VOUS que le présent est le seul grand tirage mensuel et Egal, qui sont chances des tirages, est une garantie de la parfaite loyauté qui préside à la distribution des lots. Les chances sont égales pour tous. Personne ne saurait prévoir le numéro qui tire un lot.

RAPPELEZ VOUS que le paiement de tous les lots est GARANTI PAR QUATRE BANQUES NATIONALES DE LA NOUVELLE-ORLEANS et que les billets sont signés par le président d'une institution dont les droits, inscrits dans une charte, sont reconnus par les tribunaux les plus élevés. Dites-vous donc des contrefaçons et des mises anonymes

VENTES A L'ENCAN.

PAR VINCENT & CO.

VENTE JUDICIAIRE.

Kurzbedt et Bienvenu vs. Leurs Créanciers.

Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—No 22,836.

PAR VINCENT & CO., ALEX LEVY, encanteur—Il sera vendu, LUNDI, 2 avril 1888, à 10 heures A. M., par ordre de l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, No 22,836, dans l'affaire de Kurzbedt et Bienvenu vs. leurs créanciers, savoir :

Les droits de cessionnaire de la bâtisse No 112 rue Camp, avec bail expirant le 1er octobre 1888.

2e La bâtisse en briques No 114 rue du Camp avec bail expirant le 30 septembre 1888.

3e Les terrains en usage par les locataires comme jardins, situés sur la rue du Camp entre Poydras et Lafayette avec bail expirant le 30 avril 1890.

Les dits droits de cession seront vendus pour du comptant et sans aucune obligation de la part de l'acquéreur de payer aucun argent de lever autre que le montant de son enchère pour le dit droit d'occupation.

22 mars—22,26,31—avril 3

ANNONCE JUICIAIRE.

L'Hote & Cie., vs Jones & Lucas, No 19,817.

James Demorcuit vs Jones & Lucas, No 19,735.

Manuel Isaac vs Jacob Burger, No 19,815.

B. Dudley Coleman vs Jones & Lucas et al., No 19,826.

Tac Brown Cotton Gin Co., vs Jones & Lucas et al., No 20,444.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—Les ventes ci-dessus mentionnées ayant été mises à jour les mardi Nos 19,826 et 20 444 étant ainsi writs) à nos adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, dans les affaires ci-dessus, respectivement.

En vertu d'un alias-writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire de

Owen Short vs Jacob Burger, No 8 840.

Et annexé en vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Juge de la Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire de

Jacob Burger vs Owen Short et als., No 8933 et la cautelle le plaignant et en faveur du défendeur Owen Short ;

Je vendrai en vente à la Bourse des Encanteurs No 72 et 74 rue St Charles entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 27e jour de mars A. MIDI.

Les dits lots de terre avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits appartient, situées dans le troisième district de cette ville, désigné par le nombre trente-six de la neuvième section de la dite ville, bornés et délimités comme suit, savoir : Un lot de terre mesurant trente pieds de façade sur la rue Claiborne, sur une profondeur de cent pieds, entre lignes parallèles, et borné comme suit, savoir : par la rue Claiborne, en face ; par le lot désigné par le No 2 ; par le lot désigné par le No 4 ; et par le lot désigné par le No 3.

Les dites ventes ci-dessus mentionnées seront faites aux risques et périls de la folle enchère de tout acquéreur qui manquera de payer le montant de son enchère, et ce, sans autre avis ni formalité.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
22 mars—22 27 31 3 avril

ANNONCE JUICIAIRE.

L'Hote & Cie., vs Jones & Lucas, No 19,817.

James Demorcuit vs Jones & Lucas, No 19,735.

Manuel Isaac vs Jacob Burger, No 19,815.

B. Dudley Coleman vs Jones & Lucas et al., No 19,826.

Tac Brown Cotton Gin Co., vs Jones & Lucas et al., No 20,444.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—Les ventes ci-dessus mentionnées ayant été mises à jour les mardi Nos 19,826 et 20 444 étant ainsi writs) à nos adressés par l'Honorable Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans, dans les affaires ci-dessus, respectivement.

En vertu d'un alias-writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire de

Owen Short vs Jacob Burger, No 8 840.

Et annexé en vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. Juge de la Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, dans l'affaire de

Jacob Burger vs Owen Short et als., No 8933 et la cautelle le plaignant et en faveur du défendeur Owen Short ;

Je vendrai en vente à la Bourse des Encanteurs No 72 et 74 rue St Charles entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 27e jour de mars A. MIDI.

Les terrains en usage par les locataires comme jardins, situés sur la rue du Camp entre Poydras et Lafayette avec bail expirant le 30 avril 1890.

Les dits droits de cession seront vendus pour du comptant et sans aucune obligation de la part de l'acquéreur de payer aucun argent de lever autre que le montant de son enchère pour le dit droit d'occupation.

22 mars—22,26,31—avril 3

ANNONCES JUDICIAIRES.

Mme Veuve J. B. Simpson et al. vs. Sallie B. Seddon.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 23 551—Attendu que William C Seddon, de la ville de Baltimore, Etat du Maryland, gardien de la mineure Sallie B. Seddon, petit-enfant de feu John D. Peterson, a présenté dûment reconun. et avocat ce fait, a fait application dans cette Cour, pour l'autorisation de vendre, pour cause de et de transfère de l'Etat de la Louisiane, à la ville de Baltimore, Maryland, la propriété appartenant à la dite mineur.

Il est par le présent donné à ceux que cela concerne d'avoir à déduire dans les trente jours suivant la première publication du dit gardien ne serait pas accordée.

Par ordre de la Cour.

EUG. D'HÉRÉTÉ,
Député-Greffier.
Nouvelle Orléans, 21 mars 1888.
22 mars—1f et 30 j

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vente par le Shérif civil de meubles de maison assortie, stove, ustensiles de cuisine, instruments, vaisselle, etc., et autres articles, etc.

Une machine à coudre.

Aussi une épinglette en diamants [dix diamants] deux bagues en diamants solitaires, une bague en diamants [trois diamants] et deux montres.

Dans l'affaire de la succession de James Regan

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 23 210—En vertu d'un ordre de vente daté du 19 mars 1888, à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan public par devant la porte principale de l'encoure publique, sur une de Carondelet, le SAMEDI, 31 mars 1888, à 10:30 heures A. M., de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Le local No 199 rue Girod—

1er Un lot assorti de meubles de maison et autres objets, etc.

2e Un lot de bijoux de valeur, etc.

Le tout conformément à un inventaire enregistré dans l'affaire ci dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
22 mars—22 27 31 3 avril

ANNONCE JUICIAIRE.

Succession de Etienne Pochelu père.

Alexander C. Winn.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23 314—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan à la Bourse des Encanteurs No 72 et 74 rue St Charles entre la rue Gravier et le Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 3e jour d'avril 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Quatre terrains avec les améliorations qui s'y trouvent, et tout ce qui y appartient, situés dans le Sixième District de cette ville, carré d'îlet borné par les rues Johnson, Bayou, Johnson et Galvez, mesurant chacun 30 pieds de façade sur chacune desdites rues Johnson et Galvez, sur une profondeur de 120 pieds entre lignes parallèles, et ne faisant ensemble qu'un seul et même terrain, borné comme suit, savoir : le premier, en face de la rue Johnson, entre les rues Bayou et Galvez ; le deuxième, en face de la rue Johnson, entre les rues Galvez et Pauline ; le troisième, en face de la rue Johnson, entre les rues Pauline et Miro ; et le quatrième, en face de la rue Johnson, entre les rues Miro et Roman.

Les dits lots sont désignés par les Nos 22 et 23 du plan officiel de subdivision de la dite section, dressé par Edgar Fillé, ingénieur civil, en date du 7 mars 1885, et enregistré au bureau du Recorder de la Nouvelle-Orléans, et dont une copie est déposée en l'étude de James Finley, à faire, le 14 octobre 1884, et mesurant au pied américain, d'après le plan, comme suit :

Le terrain No sept mesure trente pieds de façade rue Annunciation, sur cent dix-huit de profondeur entre lignes parallèles.

Les terrains neuf et dix mesurent chacun trente pieds de façade rue Aline, sur cent dix-huit de profondeur entre lignes parallèles.

Le terrain dix neuf mesure trente pieds, un pouce et une ligne de façade rue Delachaise, sur trente pieds de profondeur à front, c'est-à-dire trente pieds de profondeur à et et lignes sur la ligne séparant des terrains du lot à neuf, et cent dix huit pieds et six lignes de profondeur sur la ligne de voisin, entre Aline et Delachaise.

Le tout dans la susdite affaire.

Conditions,

1e Comptant pour payer la réclamation due maintenant à la demanderesse, soit six-cent quatre-vingt dollars (680) avec intérêt au taux de huit pour cent par an à partir du 28 novembre 1884 jusqu'au parfait paiement, et les frais de la Cour et sur la dite somme de la réclamation de la demanderesse et intérêt, sept dollars frais de procès-verbal, les frais et les droits de procès et copie de l'acte ; les frais et les droits de vente et de vente aliud, les taxes de ville et d'Etat, dûes sur la dite propriété.

2e L'acquéreur assumera jusqu'à concurrence de son prix de vente le paiement de deux billets de trois cent quarante piastres ($340) souscrits par le défendeur, à son ordre en date du 28 novembre 1884, et payables respectivement à un et cinq ans, à la Banque de l'Union de la Nouvelle-Orléans, après déduction faite des intérêts au taux de 8 pour cent à partir de la date de leur souscription jusqu'à parfait paiement, garantis par hypothèque et privilège spécial sur la propriété concurremment avec la réclamation de la demanderesse. L'acquéreur assumant toutes les obligations de payer acte tel que susdit, passé par devant Jules St. John, notaire, le 28 novembre 1884, relativement à l'assurance, aux honoraires d'avocat, etc.

3e Le reste du prix de l'adjudication, s'il en est, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
8 mars—8, 15, 22, 29—5 avril

Succession de Louis Charles André

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21 608—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes ayant droit à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Paul André Billaud, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.
20 mars—20 24 29

Succession de Wm. H. Foster et Virginia V. Pettit, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. Section District B—Attendu que George E. Foster a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Wm. H. Foster et Virginia V. Pettit, sa femme, décédés intestat ; gris est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner de voir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
20mars—20,24,29 Greffier.

Succession de William Gay.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,527—Division D.—Attendu que Mr. F. Mellon a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Gay, décédé intestat ; avis est le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
15 mars—15 20 24 Greffier.

VENTES A L'ENCAN.

PAR HOEY & O'CONNOR.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Propriétés foncières de valeur.

Magasins et Résidences
Rue du Canal.

Cottages de choix pour résidences,
Près du Coliseum Park.

RÉSIDENCE ATTRAYANTE,
Dans la rue Jackson.

Excellents placements dans d'autres localités.

Vente judiciaire à l'encan.

Succession de FRANCISCO P. MARTINEZ.

No. 22,271.—Cour Civile de District pour la Paroisse d'Orléans.

PAR HOEY & O'CONNOR—Nicholas J. Hoey Encanteur, Bureau No 17 rue Carondelet—SAMEDI, 31 mars 1888, à midi, à la Bourse des Encanteurs, rue St Charles, en vertu d'un ordre de Hon. W. T. Houston, juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division B, en date du 6 février 1888, il sera vendu à l'encan, dans l'affaire ci-dessus, les propriétés de valeur qui suivent :

1e Le cottage double, Nos 170 et 172 rue Terpsichore, dans le Premier District de cette ville, dans l'îlet borné par les rues Carondelet, Melpomène, Magazine et Camp. Le terrain se compose du lot No 12 et de partie du côté de la rue du Camp du lot désigné par la lettre H de sorte que le tout mesure une façade totale d'environ 33 pieds 10 pouces sur la rue Terpsichore, sur une profondeur d'environ 127 pieds 10 pouces.

Le cottage est en retrait (éloigné de la rue) avec une grille en fer sur la façade, à une allée dans chaque côté qu'une bâtisse à deux étages a traversé le tout. La propriété est louée à bail par MM. W. H. Chesire et George A. Hoffman, à raison de $30 par mois pour chaque côté, en vertu d'un bail devant expirer le 30 septembre 1888, faisant en tout $720 par an.

2e Le cottage susnpic. No. 174 rue Terpsichore, dans le même îlet, et touchant à la propriété ci-dessus décrite. Le terrain se compose de partie du lot désigné par la lettre H sur l'îlet susmentionné, mesurant trente pieds de façade sur la rue Terpsichore, sur environ cent dix pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Le cottage a un étage avec mansarde, une grande galerie de façade, un grand vestibule dans le milieu, il est occupé et loué à bail jusqu'au 30 septembre 1888, par M. F. S. Neustadt, à raison de $35 par mois.

3e La propriété de résidence et pour affaires moderne, avec cour et dépendances, rue Franklin dans le premier district de notre ville, dans l'îlet borné par les rues Grand, Franklin, Bassin et Conti, et désignée par le No 46 et mesure environ 28 pieds 8 pouces 4 lignes de face à la rue Grand, environ 28 pieds 9 pouces 5 lignes de largeur en arrière, sur environ 110 pieds de profondeur et face à la rue Franklin.

Il y a un coin une bâtisse à un étage, employée pour un saloon, et une autre à deux étages, contenant 8 pièces en haut et 8 en bas, avec galerie de façade, cuisine, etc., et autres dépendances.

Le terrain est admirablement entretenu ; il y a gazon, arbres d'ornement et en fleurs.

La bâtisse est à distance de l'allée, est moderne, bien bâtie à l'intérieur et possède toutes les aisances désirables. Elle est vaste et convenable pour une grande famille.

4e Deux terrains à deux étages dans le même carré d'îlet. Le terrain se compose des lots 11 et 12 se touchant et mesurent chacun 30 pieds de façade rue Adeline, sur 125 pieds 8 pouces 6 lignes de profondeur entre lignes parallèles ; chacun des dits lots ayant cent pieds de façade sur Adeline, et les deux dans chaque allées communes qui s'étendent à travers le dit carré d'îlet de la rue Laurel à la rue Annonciation.

5e Deux terrains à Carrollton, Septième district, carré d'îlet borné par les rues Annette, Esther, Clifton et Hillside, désignés par les Nos 7 et 8, se touchent et mesurent chacun, 30 pieds de façade rue Anne, sur 142 pieds 8 pouces et 4 lignes de profondeur entre lignes parallèles.

6e Le magasin double en briques à quatre étages, No 52 rue du Canal et No 71 rue de la Commune.

Le terrain se compose de ceux lots dans le 1er district de cette ville, dans l'îlet borné par les rues du Canal, de la Commune, Tchoupitoulas et Magazine, et mesurant 25 pieds 2 pouces de façade sur la rue du Canal, environ 25 pieds 5 pouces de façade sur la rue de la Commune, environ 125 pieds de profondeur entre lignes parallèles.

Le terrain No sept mesure trente pieds de façade rue Annunciation, sur cent dix-huit de profondeur entre lignes parallèles.

Les terrains neuf et dix mesurent chacun trente pieds de façade rue Aline, sur cent dix-huit de profondeur entre lignes parallèles.

Le terrain dix neuf mesure trente pieds, un pouce et une ligne de façade rue Delachaise, sur trente pieds de profondeur à front, c'est-à-dire trente pieds de profondeur et et lignes sur la ligne séparant des terrains du lot à neuf, et cent dix huit pieds et six lignes de profondeur sur la ligne de voisin, entre Aline et Delachaise.

Le tout dans la susdite affaire.

Conditions,

1e Comptant pour payer la réclamation due maintenant à la demanderesse, soit six-cent quatre-vingt dollars (680) avec intérêt au taux de huit pour cent par an à partir du 28 novembre 1884 jusqu'au parfait paiement, et les frais de la Cour et sur la dite somme de la réclamation de la demanderesse et intérêt, sept dollars frais de procès-verbal, les frais et les droits de procès et copie de l'acte ; les frais et les droits de vente et de vente aliud, les taxes de ville et d'Etat, dûes sur la dite propriété.

2e L'acquéreur assumera jusqu'à concurrence de son prix de vente le paiement de deux billets de trois cent quarante piastres ($340) souscrits par le défendeur, à son ordre en date du 28 novembre 1884, et payables respectivement à un et cinq ans, à la Banque de l'Union de la Nouvelle-Orléans, après déduction faite des intérêts au taux de 8 pour cent à partir de la date de leur souscription jusqu'à parfait paiement, garantis par hypothèque et privilège spécial sur la propriété concurremment avec la réclamation de la demanderesse. L'acquéreur assumant toutes les obligations de payer acte tel que susdit, passé par devant Jules St. John, notaire, le 28 novembre 1884, relativement à l'assurance, aux honoraires d'avocat, etc.

3e Le reste du prix de l'adjudication, s'il en est, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,
Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.
8 mars—8, 15, 22, 29—5 avril

Succession de Louis Charles André

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 21 608—Division E.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes ayant droit à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par Paul André Billaud, administrateur de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.
20 mars—20 24 29

Succession de Wm. H. Foster et Virginia V. Pettit, sa femme.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No. Section District B—Attendu que George E. Foster a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Wm. H. Foster et Virginia V. Pettit, sa femme, décédés intestat ; gris est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
20mars—20,24,29 Greffier.

Succession de William Gay.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 23,527—Division D.—Attendu que Mr. F. Mellon a présenté une petition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu William Gay, décédé intestat ; avis est le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN,
15 mars—15 20 24 Greffier.

VENTES A L'ENCAN.

PAR MACON, PAUL & ROBINSON.

Habitation sucrière de valeur reconnue comme une des plus

Belles propriétés de la Louisiane
Et désignées sous le nom de

BOY BLUE PLANTATION,
DANS LA PAROISSE STE-MARIE.

Installée de la manière la plus complète et dans un magnifique état de culture.

Marchandises et coffre-fort en fer.

—AUSSI—

La belle résidence en briques à trois étages,
No 206 rue St-Charles,

Entre Julie et St-Joseph.

Succession de Joseph H. Oglesby.

No. 23,261.—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, Division A.

PAR MACON, PAUL & ROBINSON—Albert Baldwin, encanteur—Bureau